

## Kenya : La CPI annonce qu'elle va enquêter sur les violences postélectorales

@rib News, 02/04/2010 â€“ Source AFPLe procureur de la Cour pÃ©nale internationale (CPI) Luis Moreno-Ocampo a annoncÃ© jeudi qu'il envisageait d'ouvrir "au moins deux" enquÃªtes impliquant chacune "une Ã  trois personnes", dans le cadre de ses investigations sur les violences postÃ©lectorales de fin 2007-dÃ©but 2008 au Kenya."Nous envisageons d'ouvrir au moins deux affaires, chacune mettant en cause une Ã  trois personnes", a dÃ©clarÃ© M. Moreno-Ocampo, lors d'une confÃ©rence de presse au siÃ©ge de la CPI Ã  La Haye.

"Nous ciblerons les personnes qui, d'aprÃ©s les Ã©lÃ©ments de preuve que nous aurons recueillis au cours de notre enquÃªte indÃ©pendante, portent la responsabilitÃ© la plus lourde", a-t-il soulignÃ©.M. Moreno-Ocampo a indiquÃ© avoir pour "objectif" de "rÃ©aliser la plus grande partie de l'enquÃªte dans le courant de l'annÃ©e" et annoncÃ© qu'il se rendrait en mai au Kenya.La liste confidentielle de vingt suspects, qui lui avait Ã©tÃ© remise par la commission nationale d'enquÃªte sur les violences post-Ã©lectorales de fin 2007-dÃ©but 2008, "a Ã©tÃ© fournie Ã  titre indicatif", a-t-il soulignÃ©, prÃ©cisant ne pas pouvoir "nommer des gens sans Ã©lÃ©ment de preuve."Ces personnes, dirigeants politiques ou hauts responsables du secteur Ã©conomique, sont, selon l'accusation, associÃ©es au Parti de l'unitÃ© nationale (PNU) du prÃ©sident Mwai Kibaki ou au Mouvement orange dÃ©mocratique (ODM) de l'ancien chef de l'opposition, Raila Odinga, devenu Premier ministre."Nous savons que les deux partis politiques ont menÃ© des crimes Ã  grande Ã©chelle", a dÃ©clarÃ© le procureur. "Nous n'avons pas encore d'Ã©lÃ©ments de preuve, nous avons juste des informations", a-t-il expliquÃ©."Nous verrons si nous ouvrons d'autres enquÃªtes ensuite", a-t-il ajoutÃ©, en prÃ©cisant vouloir "agir sans retard pour concourir Ã  la prÃ©vention de tels crimes lors des prochaines Ã©lections". "L'attitude du Kenya donnera un exemple historique de la maniÃ©re dont un pays choisit d'aborder et de prÃ©venir les crimes de masse", a affirmÃ© le procureur.M. Moreno-Ocampo avait Ã©tÃ© autorisÃ© mercredi par les juges de la CPI Ã  mener une enquÃªte pour crimes contre l'humanitÃ© sur les violences post-Ã©lectorales au Kenya qui avaient fait environ 1.200 morts et 300.000 dÃ©placÃ©s, selon l'accusation.